

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Francken, sur a vague italienne

Les changements de cap de la politique italienne créent des remous jusqu'ici. Et donnent à Theo Francken l'occasion de surfer, une fois encore, sur la vague migratoire.

Hier, lors de la dernière réunion des ministres de l'Intérieur et de la Migration, le navire européen s'est échoué sur l'écueil de la politique commune en matière d'asile. Au risque d'engloutir toute l'Union européenne, corps et biens.

Deux mots d'explication : cela fait des mois, des années, que les 28 ramment de manière chaotique sur la politique d'asile. Depuis la crise des réfugiés de 2015, en fait. Ça coince sur les déplacements intra-européens des candidats réfugiés et ça tangué aussi en ce qui concerne l'obligation faite aux pays du sud (Italie, Grèce et Malte) de récupérer les migrants qui ne seraient pas « régulièrement » pris en charge par les autres pays de l'Union. Mais l'arrivée d'un gouvernement de droite populiste, en Italie, a considérablement fait bouger les lignes. Rome ne veut plus entendre parler du « règlement de Dublin » qui définissait les

responsabilités des uns et des autres ; l'Allemagne et l'Autriche rejettent à leur tour ce document et les pays du bloc de Visegrad (Hongrie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie) ramment toujours à contre-courant sur le principe de

solidarité en matière de droit d'asile.

Conclusion, « *la réforme du droit de Dublin est morte* », constate Theo Francken qui participait hier aux discussions. Constate ou se réjouit ? Car pour le secrétaire d'État à la Migration, voilà une formidable occasion de remettre à plat la politique migratoire européenne. Et de fermer les portes aux migrants. Pourquoi ne pas en profiter pour refouler les bateaux de réfugiés vers les côtes africaines en restaurant la politique des « pushback » qui était en vigueur naguère, glisse-t-il ? Même au prix d'un tour de passe-passe qui permettrait de contourner l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, celle-là qui interdit aux États de soumettre une personne à « *des peines ou des traitements inhumains et dégradants* ».

D'une impasse européenne, faire une opportunité, en quelque sorte. Et voilà la politique fédérale belge à nouveau mouillée - jusqu'au cou - dans le débat sur l'immigration. Avec un Theo Francken seul contre l'ensemble

de l'opposition francophone qui s'étrangle. Et un gouvernement fédéral qui doit toujours faire davantage de contorsions pour tenir la barre d'une politique « *humaine mais ferme* » en la matière.